

Jeudi 22 mai, 2025 à Paris

Communiqué de Me Guichon, conseil de M. Éric Kourry

Suite à la décision rendue récemment par le tribunal correctionnel concernant M. Éric Kourry, je tiens à apporter les précisions suivantes en tant que son conseil.

La décision en question a fait l'objet d'un appel immédiat, ce qui met à néant et rend caduque le dit jugement. En conséquence, Monsieur Kourry bénéficie toujours de la présomption d'innocence.

Par ailleurs, le jugement n'est pas encore disponible mais il apparaîtrait une incohérence, dans la mesure où le tribunal n'aurait pas statué sur le montant des aides prétendument perçues de manière indue au regard des dispositifs en vigueur durant la crise sanitaire puisque la question a été renvoyée à une audience ultérieure portant sur les intérêts civils. Ainsi il paraît étonnant que le tribunal ait pu condamner mon client au motif que la compagnie Air Antilles aurait perçu indûment des aides sans avoir constaté la matérialité des faits.

M. Kourry réaffirme avoir toujours agi dans le respect des règles applicables et conteste formellement les allégations d'enrichissement indu.

Nous restons confiants dans le traitement objectif de ce dossier par la cour d'appel et invitons chacun à respecter la présomption d'innocence.

Me Blaise Guichon

Avocat au barreau de Paris

166 rue Faubourg Saint Honoré - 75 008 Paris